

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°2024-17 du 2 décembre 2024

En bref

Énergie

1. Le Népal commence ses exportations d'électricité vers le Bangladesh via l'Inde.
2. Le cabinet du Premier Ministre approuve la construction de deux centrales hydroélectriques dans l'Arunachal Pradesh.

Transports

3. Le cabinet du Premier ministre approuve trois nouveaux projets ferroviaires.

Environnement

4. L'Inde plaide pour une finance climat plus ambitieuse à la COP29.

Numérique

5. A l'occasion du Bengaluru Tech Summit, le gouvernement du Karnataka a officiellement lancé sa politique pour soutenir le développement des centres de compétences mondiaux avec l'objectif de 500 nouveaux centres d'ici 2029 créant 350 000 emplois.

6. L'Inde met à disposition de son écosystème un centre avancé en matière de design de semi-conducteurs, avec le soutien de Siemens.

Énergie

Le Népal commence ses exportations d'électricité vers le Bangladesh via l'Inde

Le 15 novembre, le Népal a lancé ses exportations d'électricité vers le Bangladesh en utilisant le réseau électrique de l'Inde (40 MW concernés). Cette étape importante a été inaugurée par des officiels des trois pays (le ministre indien de l'Énergie (MoP), M. Manohar Lal, le ministre népalais de l'Énergie, des Ressources en eau et de l'Irrigation, M. Dipak Khadka et M. Fouzal Kabir Khan, conseiller énergie du gouvernement du Bangladesh). Ce transfert d'énergie entre les trois pays a été rendu possible grâce à un accord tripartite de vente d'électricité signé le 3 octobre 2024 à Katmandou, après plusieurs années de négociations. L'accord implique l'entreprise publique indienne NTPC Vidyut Vyapar Nigam, l'Autorité de l'Électricité du Népal (NEA) et le Bangladesh Power Development Board (BPDB). Le Bangladesh fait actuellement face à une grave pénurie d'électricité, estimée à 1 600 MW début novembre 2024. Cette situation a été aggravée par l'instabilité politique dans le pays et par l'interruption partielle de la fourniture d'électricité par le groupe indien Adani Power (Adani Power Jharkhand Limited), qui a cessé de livrer de l'électricité en raison de créances impayées s'élevant à 846 M USD.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Le cabinet du Premier Ministre approuve la construction de deux centrales hydroélectriques dans l'Arunachal Pradesh

D'une part, le projet hydroélectrique de Tato-I, pour lequel un budget de 17,5 Mds INR (207 M USD) est prévu, disposera d'une capacité de 186 MW (3 x 62 MW) et produira 802 MWh. D'autre part, le projet hydroélectrique de Heo, avec un investissement de 19,4 Mds INR (229 M USD), aura une capacité installée de 240 MW (3 x 80 MW) et produira 1 000 MWh. Les deux projets sont situés dans le district de Shi Yomi (Arunachal Pradesh), au nord-est de l'Inde dans la région himalayenne. Ils seront réalisés par une coentreprise entre l'entreprise publique de l'Etat central la North Eastern Electric Power Corporation Ltd. (NEEPCO) et l'état de l'Arunachal Pradesh sur une durée de 50 mois. L'Etat indien apportera un soutien budgétaire de 770 M INR (9 M USD) pour Tato-I et de 1,3 Mds INR (15 M USD) pour Heo pour la construction des routes, des ponts et des lignes de transmission associées aux projets. De plus, une aide financière de 1,2 Md INR (142 M USD) pour Tato-I et de 1,3 Md INR (154 M USD) pour

Heo sera fournie sous forme de prise de participation de l'Etat central. L'état de l'Arunachal Pradesh bénéficiera gratuitement de 12 % de l'électricité produite.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Transports

Le cabinet du Premier ministre approuve trois nouveaux projets ferroviaires

Le cabinet du Premier ministre indien Narendra Modi a approuvé aujourd'hui trois projets du ministère des Chemins de fer pour une valeur totale de 79,3 Mds INR (936 M USD).

Ces projets, qui se concentrent le long de l'axe Mumbai-Prayagraj-Varanasi et s'étendent sur sept districts dans les États du Maharashtra, du Madhya Pradesh et de l'Uttar Pradesh, permettront d'ajouter environ 639 km au réseau ferroviaire indien. Les nouvelles lignes amélioreront particulièrement la connectivité de deux districts, Khandwa et Chitrakoot (Madhya Pradesh), et desserviront environ 1 319 villages pour une population de près de 3,8 M personnes. Ils bénéficieront ainsi aux pèlerins se rendant à Nashik (Trimbakeshwar), Khandwa (Omkareshwar) et Varanasi (Kashi Vishwanath) ainsi qu'aux lieux religieux de Prayagraj, Chitrakoot, Gaya et Shirdi. Ils devraient également stimuler le tourisme en facilitant l'accès à des sites tels que les temples de Khajuraho ou les grottes d'Ajanta et d'Ellora, inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO. Ces itinéraires sont également des axes importants pour le transport de marchandises telles que les produits agricoles, les engrais, le charbon, l'acier et le ciment. L'augmentation de la capacité de transport devrait entraîner un trafic de fret supplémentaire de 51 millions de tonnes par an.

[En savoir plus](#)

Environnement

L'Inde plaide pour une finance climat plus ambitieuse à la COP29

La Conférence des Parties sur le Climat (COP29) de Bakou (Azerbaïdjan) a évoqué les sujets de finance climat, d'opérationnalisation des marchés carbone et de la réduction de l'écart entre les nations développées et les nations en développement.

L'Inde, se positionnant en représentante du « Sud global », a mis l'accent sur quatre grandes priorités : élargir l'accès aux technologies vertes, donner la priorité au financement de la lutte contre le changement climatique, encourager la coopération internationale et promouvoir la confiance mutuelle. L'Inde a également critiqué l'accord sur le financement de la lutte contre le changement climatique, dans lequel les pays développés se sont engagés à hauteur de 300 Mds USD par an d'ici à 2035, soit moins que les 1 300 Mds USD espérés par les pays concernés. L'Inde a appelé à un soutien financier plus substantiel pour combler le déficit de financement climatique et garantir une action climatique équitable.

La COP29 a permis d'opérationnaliser l'article 6 de l'Accord de Paris en adoptant de nouvelles règles d'échanges de crédits carbone, remplaçant le mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto. Le nouveau cadre vise à établir un marché mondial du carbone plus transparent, plus responsable et plus efficace, conformément à l'article 6.4 de l'Accord de Paris. L'article 6.2 établit par ailleurs un mécanisme d'échange de crédits carbone entre Etats, permettant un transfert des crédits liés aux réductions d'émissions avec une intégration dans leurs objectifs climatiques nationaux (NDC). Le Japon, la Corée du Sud et Singapour ont ainsi annoncé des accords directs de réduction d'émissions avec l'Inde.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Numérique

A l'occasion du Bengaluru Tech Summit, le gouvernement du Karnataka a lancé officiellement sa politique pour soutenir le développement des centres de compétences mondiaux avec l'objectif de 500 nouveaux centres d'ici 2029 créant 350 000 emplois

Lors du Bengaluru Tech Summit 2024 qui s'est tenu du 19 au 21 novembre, le gouvernement du Karnataka a présenté sa politique relative aux centres de compétences mondiaux (*Global Capability Centres*, GCC) visant à créer 500 nouveaux GCC et 350 000 emplois dans l'état d'ici 2029. Ces centres, établis par des multinationales dans un pays particulier, sont des unités qui remplissent une série de fonctions stratégiques servant les activités mondiales du groupe.

Cette politique encourage les entreprises à installer des *Global Delivery Centers* (GDC), des hubs centralisés délivrant des services spécialisés, dans le Karnataka. Elles pourront bénéficier de l'attribution de terrains, un soutien financier et des allègements fiscaux. Cette politique s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'État pour renforcer sa position sur le marché mondial des services technologiques, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde met à disposition de son écosystème un centre avancé en matière de design de semi-conducteurs, avec le soutien de Siemens

Le Center for development of advancement computing (C-DAC), agence de recherche publique du Ministère indien de l'électronique et des technologies de l'information, vient de renforcer son centre dédié au design de semi-conducteurs (ChipIN) avec le soutien de Siemens. L'objectif est que ce centre bénéficie à plus de 20 000 étudiants de plus de 250 établissements universitaires, en leur donnant accès aux outils d'automatisation de la conception électronique (EDA) de pointe de Siemens. Siemens a également étendu son soutien en fournissant son système de vérification et de validation assistées par matériel, Veloce, à l'ensemble des entreprises éligibles au programme DLI (cf. infra).

Le centre ChipIN a été créé par le C-DAC dans le cadre du programme Design Linked Incentive (DLI) lancé en 2022 pour renforcer le positionnement de l'Inde comme hub mondial dans le design de semi-conducteurs. Ce centre a vocation à fournir un accès aux infrastructures de pointe en matière de design de semi-conducteurs à l'ensemble de l'écosystème indien. Le programme DLI comporte aussi un volet d'incitations financières aux activités de design réalisées dans le pays et à leur intégration dans des équipements électroniques.

Le programme DLI contribue à soutenir également l'initiative « Chips to Start-up » (C2S) qui vise à former 85 000 spécialistes dans la conception de systèmes embarqués et l'intégration à très grand échelle (VLSI) à travers 100 institutions académiques et de R&D, et en favorisant la participation de startups et PME. Le C2S est l'héritier du programme Special Manpower Development Program in VLSI Design & Related Software lancé en 1998, qui avait contribué à créer le vivier de talents ayant conduit à l'installation des centres de conception des multinationales du secteur en Inde dans les années 2000.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>